

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 16 fr.
Trois mois 6 fr.	Trois mois 7 fr.
Chèque postal Frémont 1642-80	

Rédaction : Pierre Mualdén
Administration : Frémont
23, Rue du Moulin-Joly, Paris, (11e)
(Angle de la rue Fontaine-au-Roi prolongée au-dessus du Modern Garage, 2^e étage).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

Sur une motion

La motion sur la guerre votée par le Congrès des instituteurs et autour de laquelle la presse s'est livrée à une manifestation tapageuse, marquera une date importante dans l'histoire du syndicalisme français. D'aucuns prétendent peut-être qu'il ne s'agit, après tout, que d'une motion, une de plus, que les instituteurs prisonniers de leurs programmes, continueront à enseigner le patriotisme dans leurs classes et que la guerre ne s'en portera pas plus mal. Mais c'est là crier l'évidence. Nous disons, au contraire, que cette motion est un heureux signe des temps. Que des instituteurs assemblés en congrès, dans un moment où souffle un vent de chauvinisme, où s'avèrent impuissantes toutes les conférences du désarmement, où à la faveur de l'hilérisme une propagande nationaliste se développe en France, affirme courageusement qu'il ne saurait exister de défense nationale et que les guerres, quelles qu'elles soient, offensives ou défensives, sont toujours provoquées par des rivalités impérialistes, une pareille manifestation dépasse évidemment le cadre d'une vaine littérature ; elle marque un progrès décisif des idées et des attitudes des instituteurs syndiqués.

Disons aussi qu'elle est la preuve de la puissance du syndicalisme, car c'est à lui que les instituteurs doivent de s'être élevés d'un vague et dangereux pacifisme, plus ou moins contaminé de patriotisme petit bourgeois, jusqu'à une conception claire, irréfutable, qui bannit les derniers vestiges du chauvinisme et qui fait appel à la lutte de classe pour lutter contre la guerre impérialiste.

Il reste aux instituteurs à abandonner quelques ultimes illusions. La plus grave, à notre sens, est l'illusion parlementaire et gouvernementale. Compter sur le Parlement et le gouvernement pour s'opposer en quelque manière que ce soit à la guerre c'est oublier l'expérience historique, c'est ignorer la structure et le fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Une autre illusion est sans doute de faire confiance aux partis pour réaliser le désarmement. Les partis, depuis qu'ils existent, ont constamment montré leur impuissance et leur nocivité. L'exemple actuel de la Sociale Démocratie et du P.C.A. ne doit pas être perdu. En fait, la classe ouvrière ne saurait compter que sur elle-même pour lutter efficacement contre la guerre. Si elle ne doit écartier aucun concours, d'où qu'il vienne, elle doit contrôler toute la lutte anti-guerrière et ne s'en remettre à personne du soin de son propre salut.

Enfin, il reste aux instituteurs à faire passer dans la pratique les résolutions de leurs congrès. Ils y trouveront maintes difficultés. Ne doutons pas que nos patriotes ne s'excitent à l'envi contre ces éducateurs du peuple qui tournent le dos à la patrie. Nous allons assister sans aucun doute à une levée de boucliers de tous les Vautel et sous-Vautel du journalisme qui s'insistent contre monnaie sonnante les chiens de garde du capitalisme. Les instituteurs feront face à la meute. Ils n'ont rien à craindre aussi longtemps qu'ils resteront unis. Ils seront plus forts encore demain quand ils auront réalisé leur union avec leurs camarades de la Fédération unitaire. Ensemble, ils pourront entreprendre de grandes tâches et d'abord de rendre à la C. G. T. reconstituée, son vrai visage, par l'abandon de toutes les méthodes de collaboration qui ont fait faillite à Genève et ailleurs.

Quant aux anarchistes, ils se féliciteront de voir les instituteurs abandonner les mots d'ordre du pacifisme bourgeois et se détourner des aventures du bolchevisme pour se rallier aux mots d'ordre qu'ils ont proclamés lors du récent congrès d'Orléans et dont le terme essentiel consiste dans la grève générale. Mieux que personne, les instituteurs peuvent le répandre, familiariser la classe ouvrière avec son contenu théorique et pratique. Aucun travail n'est plus urgent.

LASHORTES.

En 2^e page
Actualités de la Semaine
En 4^e page
La Tribune Syndicale

Le Libertaire ne doit pas disparaître

Nous avons raison de dire dans notre dernier numéro que notre congrès d'Orléans marquerait un réveil du mouvement anarchiste. Des lettres de groupes, d'individus nous sont parvenues. Toutes portent le même espoir, toutes sont remplies du même esprit de concorde et d'action. Le profond silence dans lequel les anarchistes se sont tenus dans ces derniers temps a été néfaste à notre idéal. Nos camarades l'ont compris. Ils veulent rompre ce silence. Ces lettres nous encouragent dans notre intention de mener d'importantes campagnes cet hiver, l'appui sur lequel l'U. A. comptait ne lui manquera donc pas.

Au moment où de tous côtés on parle de dictatures, de pleins pouvoirs, il était temps que les anarchistes communistes fassent entendre leur voix. Pour nous qui refusons de lutter sur le terrain politique, les luttes que le prolétariat engage présentement sur le terrain économique seront d'excellents terrains de propagande. Le syndicalisme et la coopération s'offrent à nous. Tous les anarchistes communistes doivent rallier ces organismes. Ils se doivent de travailler à réaliser cette unité syndicale dont parlent tous les partis politiques, mais qu'aucun ne désire. Cette solide plate-forme d'action nous

permettra de rallier les travailleurs dégoûtés des politiques.

Dans ses deux dernières réunions la C. A. a envisagé l'action pour cet hiver. Un programme d'action est ébauché que nous ne tarderons pas à faire connaître à nos amis.

Pourtant il y a un point noir au tableau. C'est le « Libertaire ».

Notre journal est l'axe de toute l'action anarchiste. C'est par lui que nous avons pu propager, dans ces dernières années, notre pensée anarchiste. C'est par lui que nous avons pu mener à bien de nombreuses campagnes.

Aujourd'hui plus que jamais il nous est indispensable. Que le « Libertaire » disparaisse et toute notre action future est compromise, c'est quarante années de propagande qui disparaissent avec lui. De nombreux efforts ont déjà été faits pour assurer sa parution, ces efforts doivent se renouveler, voire même s'intensifier.

La crise présente entrave énormément notre développement. Beaucoup de camarades nous écrivent, qui approuvent notre action, mais ne peuvent nous apporter leur aide financière comme ils le désiraient étant en chômage.

Nous nous trouvons devant un déficit de

500 francs par numéro. Chiffre énorme pour notre pauvre budget, mais qui pourrait être minime si tous nos amis étaient décidés de faire l'effort nécessaire. Pour le combler il suffirait de trouver 100 camarades qui verseraient chacun 5 francs ou encore 250 camarades à 2 fr., ou 500 camarades, ce qui serait mieux, à 1 fr.

Ce point est le premier but à atteindre. Tous les groupes de l'U. A. doivent organiser des groupes d'amis du « Libertaire » qui seront chargés de recevoir les souscriptions, les abonnements et réabonnements. Ce mouvement doit être suivi par tous nos camarades isolés pour tenter de créer autour d'eux des groupes d'amis du « Libertaire ». Que tous se mettent dans ce but en correspondance avec notre camarade Schek au « Libertaire ».

En attendant que la vie de ces groupes fonctionne normalement, pour assurer la parution immédiate du « Libertaire », la C. A. a lancé une souscription extraordinaire. Elle demande que tous les camarades qui le pourraient versent 50 francs en une ou plusieurs fois, plusieurs amis nous ont déjà répondu, mais ils sont trop peu nombreux.

Camarades, n'attendez pas, vite envoyez votre aide, la vie du « Libertaire » en dépend.

A PROPOS...

...de sélection

Je ne suis pas du tout d'accord avec mon excellent camarade Roger Monclin. Vous me direz que cela n'a qu'une importance toute relative. Pourtant les motifs qui, sur un point précis nous divisent, valent, à mon avis, d'être exposés.

Sous le titre : « Une loi humaine... en Allemagne. La stérilisation des incurables et des tarés », Roger Monclin, dans la *Patrie Humaine*, semble approuver Hitler qui a fait promulguer une loi permettant d'appliquer à partir du 1^{er} janvier 1934, la stérilisation chirurgicale à tous les individus atteints de maladies héréditaires, de troubles mentaux, d'alcoolisme. Une nouvelle loi serait promulguée, sous peu, prescrivant la castration obligatoire des criminels sadiques.

Et Monclin verrait d'un bon œil appliquer ces lois en France, car elles constituent, selon lui, « une des justes réclamations des classes opprimées » ?...

Je ne suis pas contre la stérilisation, pas plus que je ne suis contre l'avortement. On peut remarquer que la première opération simplifie singulièrement la deuxième !

Mais je dis et j'affirme ce que tout anarchiste affirmera avec moi : stérilisation comme avortement sont deux choses qui relèvent de la conscience individuelle. Chacun a le droit imprescriptible de disposer de sa carcasse et de ce qui peut se trouver à l'intérieur.

Sélection humaine ? Stérilisation de tous les syphilitiques, alcooliques, tuberculeux, demi-tarés et autres cinglés qui constituent l'immense majorité de la faune humaine ? Transformer la planète en un immense parc à éunuques ? C'est un point de vue.

Mais quels seront les sélectionneurs ? Qui sera chargé par la loi « humaine » de désigner au bistouri des stérilisateurs ceux qu'on appelle les tarés ?

Des commissions de toubibs, de magistrats et autres personnages officiels ? Laissez-moi rigoler. Ça ferait du drôle de boulot, je vous le prédis.

Une loi « humaine » cela équivaut à une « guerre du droit ».

Les « classes opprimées », mon cher Monclin n'obtiendront rien que par la force. Et elles demandent surtout à ne pas être stérilisées. Elles n'ont déjà pas tant de ressort !...

Qu'on leur fasse comprendre, par une propagande intelligente, qu'il est criminel de procéder en certaines circonstances, que donner la vie à un être humain est une chose grave, bravo !

Ce qui donne naissance aux criminels, ce n'est pas tant l'ascendance que le régime capitaliste basé sur l'autorité, le vol, la spoliation, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'injustice, et qui fait des hommes ces fous criminels qui acceptent les uns avec sadisme, les autres avec passivité de s'entretenir dans des guerres « du droit ».

Supprimons, suivant nos vieilles formules — dont certains esprits « supérieurs » se gaussent — la cause et nous supprimerons l'effet.

Alors nous pourrions entreprendre, d'une façon méthodique, en nous aidant de toutes les découvertes de la science, la guérison ou tout au moins la rééducation des tarés, syphilitiques, alcooliques, militaires professionnels, magistrats, curetons de toutes robes, etc. Il serait vain pour eux d'espérer en une loi ordonnant leur abélardisation. — Pierre Mualdén.

Lettre d'Espagne

La République des « travailleurs », de jour en jour plus impopulaire, ne maintient l'équilibre que grâce à sa politique ultra-réactionnaire. Et, naturellement, elle a déclaré une guerre ouverte, sans merci, à la Confédération Nationale du Travail et à la Fédération anarchiste ibérique (ces deux grandes puissances révolutionnaires d'Espagne) maintenant la fermeture de presque tous les syndicats d'Espagne, du Comité National de la C. N. T. et de la plus grande partie des groupes libertaires adhérents à la F. A. I.

La « loi d'ordre public » supplantant à celle de défense de la République, est une loi nettement fasciste ; dans un autre article (nous en traduirons les points essentiels, afin que les camarades français se rendent compte comment « on » gouverne en Espagne).

Aujourd'hui, notre but est surtout de parler des cas de répression les plus féroces, les plus scandaleux ; répression qui s'acharne contre les militants anarchistes et contre tous les révoltés sans parti.

Nous parlerons donc des deux derniers procès qui viennent de remuer l'opinion entière, et qui ont provoqué parmi nous et parmi tout ce que l'Espagne compte encore de consciences libres, une douloureuse et profonde indignation.

LE PROCES DE TARRASA

Mars 1932. — Les camarades de Tarrasa (petite ville de Catalogne où la C. N. T. compte de nombreux et ardents adeptes) apprennent que le *Buenos-Ayres* a pris la haute mer pour une direction inconnue, transportant dans ses caves plus de 100 travailleurs vers l'exil, la déportation. Ils manifestent dans la rue leur indignation et, en signe de protestation, s'emparent de la mairie, hissent le drapeau rouge et noir. Afin d'éviter toute rencofre sanglante, les gardes civils sont enfermés dans leur caserne.

Protestation virile, mais pacifique, de travailleurs au grand cœur qui se sentent profondément touchés dans leurs sentiments de classe par l'unique déportation de leurs frères de lutte.

Pas une seule goutte de sang versé, pas un seul acte de vandalisme ! Et malgré cela, 38 camarades de Tarrasa viennent d'être condamnés par un Conseil de guerre, après 17 mois de prévention, à 458 années de bagne :

4 condamnations à 20 ans.
29 condamnations à 12 ans.
5 condamnations à 6 ans.

Seuls, 4 verdicts d'inculpabilité en faveur de 4 compagnons, tous du Parti communiste. Condamnations monstrueuses, édictées sans aucune preuve palpable ! Justice de classe ! Conseil de guerre pour des militants de la C. N. T. alors que les monarchistes rebelles d'août 1932, qui visaient au coup d'Etat, presque tous militaires de haut grade commandés par le général Sanjurjo, ont été jugés par un Tribunal civil, avec tous les égards dus à leur rang ! Et cette tentative de coup d'Etat a coûté la vie à plusieurs soldats...

Contre la protestation populaire, la censure fonctionne, comme au temps de Primo de Rivera. « Solidaridad Obrera » de Barcelone est parue ces jours-ci, la première page presque toute « en blanc ! » Après l'odieuse verdict, après le crime judiciaire, la lâche conspiration du silence, la dictatorial censure, remise en vigueur pour étouffer la voix de la Confédération.

CASTILBLANCO

1932. Vous souvenez-vous de ce drame de Castilblanco ? D'humbles paysans (Castilblanco est un pauvre village d'Estramadure) poussés à bout par la misère séculaire, par les abus éhontés de leurs exploités et par les provocations et persécutions de ces chiens de garde larnegues que l'on nomme « gardes civils » se soulevèrent un jour de l'année passée et abattirent quelques-uns de ces bandits en uniforme, faisant eux-mêmes justice !

On a dit que des paysannes piétinèrent les cadavres, dansèrent dessus !... Cela, personne ne l'a prouvé, mais fût-il vrai, ce ne serait qu'une tragique démonstration de la haine profonde que le peuple des campagnes espagnoles nourrit contre la Garde civile.

(Lire la suite page 2).

UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Grande Fête Champêtre

Les 13, 14, 15 Août

à GARCHES au lieu dit « Champs de Manœuvres »

Parties de Concert et jeux divers seront organisés

Départs gare St-Lazare : 7 h., 7 h. 30, 8 h. 30, 9 h. 30, 10 h. 30, 11 h. 30 ensuite toutes les demi-heures.

Retour : 16 h. 06, 17 h. 06, 18 h. 06, 19 h. 06, 19 h. 36, 19 h. 57, 20 h. 27, 20 h. 57, 21 h. 27, 21 h. 57, 22 h. 57.

Prix du billet aller et retour : 5 fr.

Prémises à la Révolution

Lorsque les profits d'une Société financière ne rémunèrent plus le capital engagé et que les perspectives ne laissent aucun doute sur son faible rendement alors ceux qui la dirigent ramènent le capital à un chiffre inférieur en rapport des possibilités de bénéfices. Les actionnaires sont ainsi lésés d'une partie de leur capital, ils perdent de l'argent. On appelle cela, en terme de Bourse, donner un coup d'accordéon.

Toutes les affaires financières mal gérées ou qui ne font pas de bénéfices donnent périodiquement un coup d'accordéon. Roosevelt, administrateur de la Société Etats-Unis, vient de donner lui aussi un coup d'accordéon. Tant que le capitalisme se développe, étend ses ramifications en tous sens pour trouver la substance qui lui est nécessaire alors tout va bien, c'est la prospérité et l'optimisme le plus béat ; mais qu'elle vienne à faire défaut alors les troubles apparaissent : ils ont noms misères, ruines, chômage, faillite.

Le développement bancaire aux Etats-Unis avait pris des proportions formidables ; au début de l'année, l'arrêt des transactions amenait la crise à son point aigu, à ce moment l'affirmation de Roosevelt de sauver le dollar précipite la chute de ces innombrables maisons de crédit, commerciales ou industrielles n'ayant aucune base solide et qui ne vivaient que grâce à une circulation monétaire intense et un crédit sans cesse renouvelé.

L'endettement privé avait pris des proportions telles, et la chute des prix avait rendu à tel point problématique l'exécution des obligations assumées par les débiteurs au temps de la prospérité que, virtuellement, tout le système bancaire américain et une grande partie des entreprises industrielles et des exploitations agricoles se trouvaient en état de faillite.

Débarrassé par son coup d'accordéon, de ces établissements qui étaient un véritable poids lourd pour l'économie du pays et pour essayer de sauver le capitalisme américain d'une faillite plus grave encore, il prit la décision de dévaloriser le dollar, ce qui soulagerait l'Etat de ses dettes (1).

Il est commode à un chef d'Etat de décréter, d'édicter, mais les faits ne correspondent pas toujours aux prévisions.

Il est notamment une catégorie de prix qui a la sollicitude particulière du Président Roosevelt, celle des prix agricoles, affectant près de la moitié de la population. Alors qu'au début de cette année le fermier achetait au détail aux mêmes prix qu'avant la guerre, il vendait 50 % moins cher. Son pouvoir d'achat avait diminué de moitié. En outre, il était trois fois plus endetté et payait deux fois plus d'impôts qu'en 1910.

Dans cette montée des prix, qu'advient-il des salariés et des chômeurs habitant surtout les villes. Les salaires déboursés par l'industrie étaient tombés en mars à 33 % de 1926, ceux des mineurs à moins de 20 %.

Aujourd'hui, alors que l'activité industrielle est à peu près égale à celle de 1926, alors que les prix de gros sont environ 70 % et les prix de détail 80 % de ceux de cette même année, dite normale, les salaires sont encore de plus de 50 % inférieurs.

Comment avec un pouvoir d'achat réduit de plus de 50 % peut-on acheter des produits dont la valeur n'a guère diminué de plus de 20 % ?

Le fossé entre le pouvoir d'achat et la valeur des produits est devenu tel que les stocks s'accumulent rapidement. Les prix de détail ne bougent guère et les ventes au détail sont lentes. Il y a embouteillage de l'énorme courant économique, le flot monte. Sera-ce avant deux mois l'inondation, se demande-t-on déjà aux U.S.A., l'écroulement des digues, la stagnation et la décomposition qui recommencent ?

Des grèves ont déjà éclaté pour sauvegarder les salaires et l'intervention du général Johnson, le dictateur aux prix, a abouti à une trêve entre ouvriers et patrons.

Le dictateur Roosevelt déclare sympathiser avec les classes opprimées par la crise ; on prête des vœux larges et de l'audace à cet homme qu'un journal nous montrait l'autre jour dans son cabinet de travail en train de faire des réussites. Son entourage de techniciens (1) est « modestement » appelé le trust du cerveau (2). Du capitaliste ils ont la mentalité ces hommes qui croient qu'il suffit de produire pour que le bien-être entre à nouveau dans chaque foyer.

Dans l'attente d'un ajustement du salaire

(1) Voir notre article du précédent numéro.
(2) Encore une idée bien américaine que ce trust du cerveau. Par qui et comment ont-ils été choisis, ces cerveaux ? Quels travaux les ont signalés à l'attention du monde ?

et de la production qui doit être défini par des ordres particuliers à chaque industrie et à chaque ville, Roosevelt, qui croit son remède efficace, a été amené à agir de suite publiquement en lançant directement un appel aux employeurs et employés et il demande aux consommateurs de n'acheter qu'aux employeurs qui ont répondu à son appel et qui seront reconnaissables à un insigne.

On se plaisait à dire qu'il n'y avait pas de question sociale aux Etats-Unis ; aujourd'hui elle est posée et avec une force telle qu'elle requiert l'attention des plus optimistes, des moins touchés par cette crise sans aucun précédent dans l'histoire, sans analogie aucune avec les crises que le monde a subies à ce jour. Les technocrates, au début de l'année, avaient prophétisé l'état des choses existant mais la ploutocratie américaine qui sentait le danger a réagi rapidement contre un courant d'idées qui la menaçait.

Roosevelt aux prises avec les difficultés, essaye de limiter l'emprise sans cesse croissante du capitalisme, industriel et bancaire, sur la vie économique du pays.

Les trusts se sont réjouis lors du coup d'accordéon qui les débarrassait de concurrents moins heureux, le marché se déblayait à leur profit, mais tous n'acceptent point aujourd'hui cette ingérence de Roosevelt dans leurs affaires, qui prétend imposer un salaire minimum (combien réduit, hélas !) pour un temps de travail limité. Déjà des journaux craignent que cette expérience « ne soit une aggravation du chaos économique tant il s'est écarté des principes qui, de tout temps, ont présidé à une saine politique » (3). Des démocrates sont en désaccord sur ces mesures avec leur président. S'il naît un conflit d'intérêts entre Roosevelt et le capitalisme sur le statut actuel et les droits de la propriété alors que ceux qui se prétendent lésés et qui ont des privilèges vont découvrir l'injustice la clique propriétaire fera flèche de tout bois pour conserver les positions acquises contre le gouvernement si c'est nécessaire, ouvrant ainsi la voie aux revendications légitimes de vingt millions d'affamés.

BERNARD ANDRE.

(3) Le Capital, art. de M. Desmaret.

Actualités de la Semaine

Pour célébrer un anniversaire. — Attention au Jamboree. — A Strasbourg. — La grève générale vue par Jules Guesde et Léon Blum.

Deux petites informations. Dimanche dernier, dans la région de Verdun, s'est déroulée une émouvante cérémonie. Les habitants de l'ancien village de Cumèries se sont réunis pour saluer les ruines de ce qui fut avant 1914 leurs habitations. Car après les carnages de Verdun, il ne restait plus une pierre entière, et le sol complètement bouleversé fut à jamais rendu incultivable. Cumèries fut rayée officiellement de la carte géographique.

Dimanche dernier également, l'autorité militaire communiquait que dans le département du Pas-de-Calais, au cours de fouilles effectuées en juillet, 157 squelettes de soldats français et allemands avaient été exhumés.

L'autorité militaire n'est pas précisément célèbre par ses excès de sentimentalisme, et quand elle a quelque chose à communiquer aux « civils » elle ne s'embarrasse pas de circonlocutions.

Pourtant, il se dégage de la sèche nomenclature des objets trouvés sur les squelettes dans le but de permettre l'identification possible de ce « matériel humain » hors d'usage, une horreur tragique qu'elle n'a pas soupçonnée. C'est ainsi que sur un des corps, il a été retrouvé « une alliance sans inscription et une sorte de sachet en fil, fait au crochet, sur lequel est fixé un médaillon avec photo représentant une tête de femme ».

Faut-il beaucoup d'imagination pour réaliser par ces simples mots l'atroce destin de tant de pauvres types ?

Nous sommes au mois d'août, voilà donc dix-neuf ans exactement que la guerre a éclaté. Ne nous paraît-il pas que ces deux petits faits divers sont tout à fait « aptes et idoine », selon le langage militaire, à célébrer comme il convient cet anniversaire ?

Le jamboree, dont on parle un peu trop ces temps-ci, n'est pas, comme une vague assonance pourrait le faire penser, quelque chose de comestible. Le jamboree on le sait maintenant, c'est la réunion à Budapest, de 30.000 de ces jeunes gens venus d'un peu partout, comme on en voit le dimanche matin se rendant, harnachés d'instruments rutilants et nantis de longues cannes d'alpiniste, vers les hauteurs inaccessibles du plateau de Gravelles ou les solitudes impénétrables du bois de Saint-Cloud.

On aurait tout toutefois de trop rire de ces bons petits jeunes gens. Et l'importance de cette manifestation ne doit pas nous échapper, car elle montre la très réelle emprise de la bourgeoisie internationale sur la jeunesse.

Il s'agit d'utiliser adroitement le besoin de mouvement et d'activité physique de cette jeunesse et de lui inspirer des sentiments qui pour être camouflés n'en sont pas moins à tendances militaristes.

Ne l'oublions pas, en France le président du scoutisme est le maréchal Lyautey et les trois associations : catholique, protestante et celle dite « neutre » poursuivent parallèlement le même but qui est l'enrôlement de la jeunesse et son détournement des préoccupations sociales.

Internationalement, le scoutisme est présidé par le général Baden-Powell. Et comme si on pouvait concevoir le moindre doute sur les véritables intentions des chefs scouts, ce Baden-Powell a choisi la Hongrie comme lieu de son « jamboree » et

Lettre d'Espagne

(Suite de la première page)

Les 22 accusés de Castilblanco, hommes simples et illettrés, presque primitifs, contèrent humblement devant le Tribunal les tortures dont ils furent victimes, les longs jours de martyre attachés dans leur cellule, les membres douloureux, les épaules ensanglantées, emmurés vivants sans voir aucun visage familial !

Après un an d'agonie, ces malheureux viennent d'être traduits devant la Justice bourgeoise : 11 d'entre eux ont été condamnés à 30 et 20 ans de bagne !

Dans la révolte de tout un village, révolte causée par la faim, peut-on choisir des « chefs », des « responsables » ? La logique humaine répond non, mais il s'agissait, pour la bourgeoisie, de faire exemple et de venger la Garde civique, corps d'assassins qui défendent si fidèlement ses privilèges.

Ce procès fut surtout le procès de la Garde civile, dont les abus quotidiens, les crimes sans nom ont été étalés à la face du monde !

La Confédération Nationale du Travail se doit de prendre dès aujourd'hui la défense des paysans de Castilblanco ; bien qu'ils ne soient pas anarchistes (il n'existaient aucun syndicat, aucune organisation « extrémiste » dans ce village perdu) ils comptent quand même, par leur geste viril, parmi les martyrs de la lutte de classes.

AMNISTIE :

Toutes les prisons d'Espagne sont bondées de militants de la C. N. T. et de la F. A. I. : les camarades tombés lors du mouvement révolutionnaire du 8 janvier ; les survivants de Casas Viejas qui n'ont échappé à la fusillade et au bûcher que pour être jetés dans les cachots, etc., toutes les victimes, enfin, de la lutte implacable entre le capital meurtrier et le travail humilié. Une trêve d'espoir était venue illuminer les tristes cellules, les foyers abandonnés, détruits par la misère : l'amnistie qui fut discutée au Parlement et commentée dans toute la presse. Mais cette mesure réparatrice, ce geste d'humanité fut repoussé par le président du Conseil Azana, l'assassin en chef de Casas Viejas, qui a déclaré « ne pas reconnaître l'opportunité de l'amnistie ». Naturellement, tout le chœur des social-traitres a dit « amen » ! Comment donc, il ne leur convient pas de lâcher les

militants de la C. N. T. et de la F. A. I. ; les hommes intègres, les lutteurs infatigables qui gênent leur « politique » brutale et stupide, troublent leur digestion d'« ex-révolutionnaires » !

Mais, là encore, Azana n'aura pas le dernier mot, car la campagne menée par la C. N. T. en faveur de l'amnistie provoque des commentaires passionnés, intéresse l'opinion publique, en dépit des nombreux meetings interdits et de la censure.

Souhaitons de tout notre cœur que cette campagne aboutisse et que les 9.000 prisonniers « sociaux » qui peuplent les prisons de l'Espagne « républicaine » soient rendus à leurs foyers, à leurs compagnons de lutte.

LA PRISON D'ETAT

Honteuse survivance de la royauté et de la dictature, la prison d'Etat (« prison gubernaiva ») fonctionne encore aujourd'hui. C'est un moyen commode de se débarrasser des militants trop actifs, que l'on ne peut accuser du moindre délit. Ainsi, point besoin de « délit » pour jeter ces hommes en prison ! Sans aucun motif, ils sont mis à la disposition du ministre de l'Intérieur qui, de son propre chef et se moquant de la Constitution, les condamne à des peines indéterminées, ignorées par les intéressés eux-mêmes.

Dans toutes les prisons espagnoles, on compte des centaines de « prisonniers d'Etat » qui attendent le bon plaisir d'un ministre dictateur. C'est le cas de nos camarades Ascaso, Durruti, Pérez (Combina) et P. Díez qui, en compagnie d'autres « gubernaivos » de la région andalouse, sont enfermés depuis plus de 4 mois à la Centrale de Puerto de Santa-Maria, là-bas, à Cadix, sans qu'on daigne leur dire pourquoi ils sont détenus et jusqu'à quand !

C'est le cas des camarades Muñoz, Mueira, Pérez, Rubio, Vallejo, Conesa, Martínez, Maestu, Alcedori et Rodríguez, qui depuis cent jours subissent la « prison d'Etat » à la Modelode Barcelone.

Honte de cette République social-fasciste, la « prison d'Etat » doit disparaître.

LA DERNIERE « INVENTION » DE CASARES QUIROGA : LE COMLOT ANARCHO-FASCISTE

Tout simplement... Fascistes et anarchistes, ennemis irréconciliables, ont fait cause commune pour se lancer contre la République. Qu'en dites-vous ? Est-ce bien trouvé ? Seulement, un peu trop coulé de fil blanc et qui a couvert Quiroga et consorts d'un gros ridicule...

Comme le Gouvernement subit une « crise » chronique ; comme la situation financière et économique devient chaque jour plus catastrophique, les maîtres de l'heure cherchent par tous les moyens à s'accrocher à l'échelle...

Et la découverte d'un complot anarcho-fasciste (!) mettant la République en péril, ramène autour du pouvoir chancelant tous les « bons républicains », tous les secteurs politiques d'opposition. Et cela permet en même temps, justifiant la défense du régime, le renforcement d'une répression féroce, les rafles d'ouvriers, le maintien indéfini des « prisons d'Etat », la négation de l'amnistie. Certes, on a effectué de nombreuses arrestations parmi les gens de droite, mais pour les libérer au bout de 24 ou 48 heures, leur infligeant de fortes amendes !

Parmi les milliers de militants arrêtés dans ces rafles policières, beaucoup ont été mis en liberté, mais, aussi, beaucoup d'autres victimes du « coup de filet » restent en prison, la plupart en qualité de « prisonniers d'Etat ».

Et c'est là la justification réelle de cette machiavélique invention !

Mais le truc des complots s'use et Azana perd l'équilibre, malgré ces « coups de force » ; il ne tardera pas à s'écrouler, en dépit de la récente « union sacrée » des radicaux et des « fédéralistes » qui ont cessé la comédie d'opposition pour consolider le gouvernement d'Azana et conserver les portefeuilles !

LA SITUATION SOCIALE EN CATALOGNE

Les séparatistes catalans, politiciens arrivistes et « petits-bourgeois » ont obtenu, en échange des services prêtés au Gouvernement de Madrid, la fameuse autonomie pour laquelle ont combattu leurs ancêtres.

Mais les catalanistes d'aujourd'hui, plus rousés que leurs pères, n'ont pas eu besoin de « croiser le fer » pour obtenir ce qu'ils demandaient. Par leur appui servile au gouvernement central, qui compte sur leurs votes pour assurer sa majorité, ils se sont vus gratifiés d'un Parlement autonome catalan, dont la seule utilité est d'avoir créé une « assiette au beurre » autonome. Macia est aujourd'hui maître absolu de Catalogne... après Azana !

Les résultats pratiques de cette comédie politique ne se sont pas fait attendre. La gauche républicaine catalane (l'« Esquerra ») maintenant maîtresse des destinées de Catalogne, a pris l'offensive contre la Confédération régionale et contre la F.A.I.

Et c'est ainsi que ces jours derniers, les « escamots » de l'« Esquerra » (c'est-à-dire les « camelots » du catalanisme), organisés en vraies bandes fascistes, ont enlevé de leur domicile deux camarades anarchistes et les ont tenus enfermés plusieurs jours dans leurs locaux.

Inutile de vous dire que les deux « prisonniers » ont été indignement frappés par ces brutes, qui voulaient leur faire avouer des choses inexistantes (dépôt de bombes, organisation terroriste, et autres balivernes du même genre).

Nos camarades, n'ayant rien à avouer, furent tout de même libérés et firent des déclarations sensationnelles sur leur séquestration. Ils portaient une accusation très grave contre les « escamots » et leur capitaine Badià : la conclusion logique de cette scandaleuse affaire devait être l'arrestation des « escamots » et de leur chef Badià ; oui, mais en Espagne, la logique est comprise à l'envers. Et ce furent les deux anarchistes qui furent détenus par la police officielle !

Maintenant que les ouvriers catalans qui ont encore foi en Macia, le « grand-père » farceur, ouvrent les yeux et réagissent vigoureusement contre le fascisme qui, sous couvert de « séparatisme », sera bientôt maître de Catalogne, si l'on n'y prend garde !

MYRIN.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Encore des miracles

La crédulité humaine est une matière d'exploitation qui résiste à la crise. Qu'un commerçant avisé veuille se fonder sur elle, et tous les espoirs sont permis.

Connaissez-vous cette histoire de Beauraing, petite ville de l'Ardenne belge, qui est sur le point d'éclipser la renommée de nos Lourdes et de nos Lisieux ? Ça a commencé par une touchante aventure de petits enfants qui, allant à la recherche d'une balle perdue dans le jardin du monastère, eurent la surprise de voir une belle dame qui prétendit être la Sainte Vierge. L'affaire parut sur cette donnée puérile. Des foules enthousiastes, des malades par centaines accoururent. Naturellement, il y eut des miracles. Ce fut un magnifique lancement.

Cependant, après un temps de pleine prospérité, on s'aperçut que les apparitions de Beauraing faisaient moins recette. Les statistiques soigneusement étudiées à l'archevêché révélèrent une baisse fâcheuse des effectifs de pèlerins. Il fallait à tout prix corser l'affaire. C'est alors que le garde-champêtre entra en scène. Et du coup ce fut une magnifique reprise. Car le garde-champêtre avait, lui aussi, vu la Sainte Vierge. Elle lui avait même communiqué un de ces plus chers desirs : celui de voir construire une grande église où l'on viendrait la prier et l'honorer.

Ce désir était trop légitime, on l'avouera, pour n'être pas exaucé. Des quêtes furent donc faites, très fructueuses, au dire des organisateurs. On vit d'étonnantes sacrifices, de pauvres diables, sans coiffe et sans semelle, y allant de leurs quatre sous en l'honneur de la Vierge Marie.

Et en attendant que le sanctuaire s'édifie, Beauraing connaît un splendide essor. Des vendeurs d'objets de piété, d'images saintes, de statuettes fabriquées en grande série font fortune. Des marchands de petits pains et de charcuterie, des bistros, des restaurateurs pullulent sans pouvoir faire face aux demandes de la clientèle. C'est une nouvelle ruée vers l'Eldorado ardennais. On annonce la prochaine création d'un Palace pour gens du monde, d'un Casino et d'une maison close, ce qui est, on l'avouera, un indice certain de prospérité. Cependant que le prix des immeubles centuple et que les terrains disponibles s'envolent à prix d'or.

Mais le plus fort, dans tout cela, c'a été l'attitude officielle de l'Eglise ou, comme on dit, du Sacré Collège. Il a commencé par frapper le sourcil, puis il a fait des réserves. Il s'est fait tirer l'oreille longtemps, demandant à voir, à contrôler, à vérifier, afin d'éviter toute supercherie, afin que les pèlerins ne soient pas abusés par un thaumaturge à la noix. Maintenant, toute espèce de doute étant levée, le Sacré Collège autorise, donne son estampille sacrée aux apparitions. Qui donc après cela pourrait avoir l'esprit assez retors pour ne pas crier aux miracles ?

Fascisme de gauche ?

Le congrès du Palais de la Mutualité est clos depuis trois semaines, mais les échos en sont encore nombreux dans la presse. Les discours de ceux que l'on appelle par dérision les néo-socialistes sont l'objet de ci de là, de commentaires copieux, et donnent lieu dans les milieux les plus divers à des dissertations sans fin.

Certes, les laïcs des trois novateurs de la S.F.I.O. ont été un pavé dans la mare. Il serait inexact d'affirmer que l'effet a été le même dans certaines sphères politiques. Il paraîtrait au contraire, si l'on en croit le journaliste Charles Dulot dans l'« Information sociale », que Marquet se serait en partie dégonflé, son discours au congrès n'étant qu'une définition fortement édulcorée de sa propre conception de l'intégration de l'idée d'autorité dans le socialisme.

En attendant que Marquet, en dépit de ses déclarations dernières, définisse plus ample-ment et clairement ses idées que certains affirment confuses, le grand débat n'en continue pas moins sur le « socialisme d'action », l'« Etat fort » ou « l'autorité au service de la démocratie », etc. Autant de formules employées par les divers milieux pour désigner un même concept, appelé à évoluer par des méthodes d'action variées, à des buts différemment définis, mais sensiblement voisins.

Va-t-on vers un fascisme de gauche ? Telle est la question posée. Pour ou contre ce singulier fascisme tel est le grand leit-motiv de toutes les polémiques engagées.

Un certain courant se dessine dans différentes chapelles politico-littéraires de gauche en faveur de ce néo-fascisme. Des intellectuels ont l'esprit hanté par le triomphe de Mussolini et d'Hitler.

Un fascisme de gauche s'impose, paraît-il et cela, pour faire échec à un fascisme de droite !

Telle est la grande idée que l'on a découverte et qu'on soumet à notre examen en vue de son approbation !

Comme on voit c'est relativement simple d'écarter un régime mussolinien en ce pays, il suffit de se convertir à un fascisme de gauche !

Car le fascisme ne serait en vérité, peut-on lire dans un journal, qu'une doctrine politique préconisant telle forme définie d'organisation sociale. Il serait aussi « une méthode d'action, une conception particulière de l'intervention des citoyens dans la vie publique ».

Si la première partie de la définition ne veut rien dire, la deuxième est d'une inanité qui dispense de tous commentaires et décourage toute envie de réfutation.

L'amas hétéroclite de formules, de dissertations pédantes et de banals clichés, ressort péniblement que les éléments des partis aujourd'hui discrédités doivent se réunir en une vaste formation tendant vers un ordre

Si vous voulez y aller voir, la Compagnie du Nord français et celle des chemins de fer belges vous feront des prix de faveur. Deux cents mille pèlerins sont annoncés pour dimanche prochain. La vie est belle.

ARSENE.

FEUILLETON

Le roman découpé en tranches, ou feuilleton, est ordinairement, dans ce qu'on est convenu d'appeler la « grande presse », un article du bazar littéraire, redondant, patriotard, discrètement teinté d'une religiosité qui fait surgir des bonheurs ou des curés partout, et généralement interchangeable.

Pourtant, le célèbre *Matin* vient de nous en servir un bien bon. Dans un de ces feuilletons dont le titre est bien fait pour donner naissance aux rêves des concierges : « l'Idole du Roi d'Ys », on pouvait lire, les 21 et 22 juillet, toute une description d'une communauté d'hommes de fer fondée sur la libre entente, l'abolition de l'autorité, le sentiment individuel de la responsabilité.

Et ma foi, n'étaient ces croix et ces bannières semées un peu partout, on verrait très bien ces hommes vivant en communauté libérale. Vite, M. le Directeur du *Matin*, donnez sur les doigts de M. Jean d'Agraves qui commence à répandre des idées subversives.

OBJECTEUR

Notre camarade Launay vient, à sa sortie du Cherche-Midi, où il était incarcéré comme objecteur de conscience, d'adhérer aux Jeunesses communistes.

Immédiatement, comme Rousseng, le voilà transformé en homme-sandwich, en panneau-reclame servant au recrutement du « Parti ».

Nous n'avons pas ici à lui en faire grief. Tout de même, nous nous demandons s'il lui arrive pas de regretter aujourd'hui sa belle indépendance d'autrefois.

LES NOMS ?

L'Humanité, qui ne doute de rien, annonçait dans son numéro du 4 août, en lettres hautes comme ça, que deux « anars » avaient envoyé 400 francs à la souscription du Parti communiste. Deux anarchistes d'Amiens, précisait l'article qui faisait suite à titre à effet... Nous n'avons jamais douté de la sincérité de nos deux camarades. Il ne faut pas une imagination débordante pour enregistrer une souscription anonyme avec une mention touchante. C'est à la portée du mendigot royal, qui, d'ailleurs, dans ce domaine, est imbattable, même par le caissier de l'Humanité. Aussi, pour ne pas mettre celui-ci dans l'embarras, ne lui demandons-nous même pas les noms de nos deux camarades d'Amiens enfin éclairés par la lanterne de Cadin.

Nous nous contenterons des photos.

J. Ribeyron.

A TRAVERS LE MONDE

20 Anarchistes ont été jugés et acquittés

POUR LA STÉRILISATION EN AUTRICHE
UN PROCÈS DE 4 SEMAINES
CONTRE PIERRE RAMUS
SON ACQUITTEMENT

Du 6 juin jusqu'au 4 juillet 1933 se passa devant la Cour d'Assises de Graz un des procès les plus remarquables. Il s'agissait d'une accusation à cause de la pratique de la stérilisation (vasectomie). Le procès a fait grande sensation en Autriche et ailleurs, car c'était la première fois qu'un tel procès montrait se juger dans cette catégorie, d'autant que les accusés étaient des anarchistes.

On doit se souvenir encore des nouvelles qui étaient publiées en automne 1932, dans toute la presse internationale et dans lesquelles on parlait de « castration » etc. On disait que des anarchistes, sous la direction théorique de notre camarade Ramus, auraient opéré des centaines d'hommes, dans le but de s'enrichir. On parlait aussi d'un grand nombre de mutilés et d'endommagés. 18 camarades ont été mis en prison, Pierre Ramus y est resté trois mois.

Le procès a définitivement montré les mensonges et les calomnies de toute la presse, non seulement la bourgeoise, mais aussi la dite socialiste et bolchevique. Il se termine par l'acquiescement de tous les accusés, parce qu'il n'y a pas eu un seul homme, qui se déclarait endommagé et parce que les juges durent reconnaître, que la vasectomie n'est pas identique à la castration, mais est justement le contraire.

Le mouvement anarchiste en Autriche prône la vasectomie pour la restriction des naissances.

En 1927, le professeur Hermann Scherzer, grand chirurgien à l'Université de Graz, découvrit que les opérations de rajustement qui sont faites par le professeur Eugen Steinach sur des hommes riches, ont pour conséquence la stérilisation de l'homme, mais sans toucher au potentiel viril, le fortifiant au contraire. Le Français Georges Hardy avait déjà démontré cela en 1913. Le Professeur Scherzer pratiquait cette forme spéciale de la vasectomie pour éviter les avortements chez les femmes ouvrières. Lui aussi a été persécuté et la conséquence fut qu'il ne pratiqua plus, fait regrettable, pour le prolétariat.

Pour sa défense et aussi pour démontrer la praticabilité de la vasectomie, Pierre Ramus faisait une grande propagande et organisait beaucoup de grands meetings. Il publiait aussi une brochure sur ce sujet qui incitait la haine de tous les nationalistes et des gouvernementalistes. Dans sa brochure, Pierre Ramus défendait le point de vue, qu'une famille ne devait pas avoir plus d'enfants qu'elle n'en peut nourrir. La vasectomie a été admise comme un moyen de prévenir les avortements.

Indépendamment de cette propagande théorique, se formait un groupe de médecins, qui en secret, pratiquaient la vasectomie à Graz. A la fin d'août 1932, tout a été découvert par la police. Les organisateurs fuyaient à l'étranger. La police arrêtait alors tous ceux qui avaient quelque relation avec ce groupe, même lorsqu'il s'agissait de relations tout à fait personnelles, et toute sa haine se dirigeait vers Pierre Ramus, qu'elle regardait comme le véritable initiateur de ces activités.

Le procès a donné les résultats suivants : Tous les accusés se sont déclarés partisans de la vasectomie et affirmé qu'ils avaient eux-mêmes subi cette opération. Ils déclaraient avoir formé indépendamment de Pierre Ramus, deux groupes d'opérations. Ramus lui-même, déclarait qu'il avait fait de la propagande pour la vasectomie, la présentant comme un droit de l'ouvrier, et il a fait la défense du problème scientifique de la vasectomie pendant tout le procès, dans quelques discours bien sentis. Il a fait cela si bien, que le procureur de l'Etat a dit une fois : « Lorsqu'on vous entend parler, on pense que vous tenez une accusation contre moi, et pas moi contre vous ». P. Ramus répondit : « Vous avez raison, je tiens une accusation contre vous au nom des grandes masses du peuple qui sont forcées de créer des enfants qu'ils ne peuvent nourrir, qui doivent souffrir de la faim ».

Pas à pas, on a pu démontrer, grâce surtout à Ramus, les machinations du procureur et des « experts » de la justice. Il analysait la valeur biologique, eugénique et humanitaire de la vasectomie, qui surtout consistait à empêcher la naissance des enfants, qui ne peuvent avoir de moyens d'existence dans le système capitaliste. Les derniers mots de Ramus firent une grande impression sur la cour et sur le grand auditoire qui remplissait jour par jour la salle. Il disait :

« Si vous me condamnez, alors vous condamnez en moi l'anarchiste dans l'esprit de Kropotkine et de Tolstoï. Mais vous condamnez en moi aussi la science et justifiez un fanatisme féroce et la déraison qui combat toujours la science. Quoique M. le procureur ait lui-même demandé la clémence pour moi à cause de mon « idéalisme égaré », je la refuse, en le remerciant, mais définitivement. Je ne demande pas la clémence. Je la repousse. Je demande la justice, le droit et la vérité. Si vous ne pouvez ou ne voulez pas me donner cela, alors punissez cruellement. Mais vous ne ferez pas changer mes conceptions anarchistes et mes conceptions éthiques, qui me disent que la vasectomie est une merveille pour l'humanité. Pour cette vérité, je vivrai toujours mais s'il est nécessaire, je mourrai aussi. »

Après deux jours de délibération sur le jugement, la Cour proclamait l'acquiescement de tous les accusés. C'était surtout l'effet des examens de 95 stérilisés, dont aucun n'a été mutilé ou endommagé, mais au contraire, est resté sain et très content. Le Professeur Scherzer offrait à chacun de lui rendre par une aussi petite opération, sans douleur, encore une fois la possibilité de procréer, mais il n'y en eut pas un seul qui voulut.

L'issue heureuse de ce procès (1) a fait une grande impression sur le public. Il a apporté beaucoup de sympathies à la vasectomie et aussi à l'anarchisme, parce que le procès a prouvé que l'anarchisme est dans

ce cas le seul mouvement qui prône un moyen direct. L'organe anarchiste en Autriche « Erkenntnis und Befreiung » (« Connaissance et libération ») a publié un numéro spécial à propos de l'acquiescement et a aussi envoyé un numéro spécial en Allemagne sous le titre « L'Acquiescement », puisque le journal est défendu sous son titre dans ce pays.

Comme le procès a éclairé beaucoup de gens sur des questions scientifiques méconnues jusqu'ici, nos camarades d'Autriche veulent publier le compte rendu sténographique du procès dans un livre, sous le titre « Notre combat et notre triomphe pour la vasectomie ».

(1) La loi exige 1-10 ans de prison!

Belgique

Le jeudi 3 août, les peines de deux ans de prison pour Hem Day (Marcel Ideu), et dix-huit mois de prison pour Léo Campion, — les anciens militaires bien connus qui avaient renvoyé leur livret militaire au Ministère de la Défense Nationale, — ont été muées par la Cour d'Appel en trois mois de prison. Le même jour, à deux heures de l'après-midi, ils furent mis en liberté, par suite de leur longue détention préventive.

L'objectif de conscience Lionel de Vlamincq, qui, tout comme les camarades sus-nommés, avait commencé une grève de la faim le 25 juillet et qui persévérait dans son refus de toute nourriture, n'a pas été libéré.

Pour protester contre cet état de choses, une nouvelle campagne se prépare à Bruxelles et dans tout le pays, afin d'obtenir la mise en liberté immédiate de Vlamincq.

En outre, une action vigoureuse se prépare et sera bientôt entamée afin de réunir un grand nombre de livrets militaires pour les renvoyer ensemble au ministre de la Défense Nationale. Peut-être cette action aura-t-elle déjà commencé au moment où paraît cette nouvelle.

Nous félicitons nos amis Day et Campion de leur libération, qui est le couronnement de leur courage exemplaire, et nous espérons que cet exemple sera suivi le plus possible dans tous les pays.

Espagne

Ces jours-ci, toute la presse française et étrangère a publié une nouvelle, répandue tendancieusement par une agence de Madrid. Ce n'est pas la première fois que cette agence officielle cherche à détourner l'opinion publique étrangère sur les événements en Espagne et à justifier les méthodes répressives dont use contre le peuple espagnol l'oligarchie sans scrupules qui s'est installée au pouvoir en Espagne.

Nous qui connaissons très bien la vie politique en Espagne, nous sommes bien étonnés de l'ignorance de certains journaux parisiens qui ont publié sous des titres sensationnels un communiqué tendancieux et transparent mal cuisiné au cabinet noir de la sûreté générale de Madrid.

Pensez donc ! « un nouveau complot anarcho-fasciste en Espagne ! Une bonne nouvelle pour cinq sous ! n'est-ce pas ? Il n'y a pas eu de complot, et les anarchistes n'ont eu aucun rapport avec les fascistes en Espagne, il faut vraiment être bien ignorant ou bien corrompu pour dire de pareilles choses.

Qu'est-ce qui s'est passé en réalité ? La Confédération Nationale du Travail, qui a plus d'un million d'adhérents, est devenue un poids gênant pour les politiciens et le gouvernement de Madrid. Avec sa campagne énergique pour l'amnistie en faveur des 14.000 prisonniers politiques et sociaux, la C.N.T. a mis le gouvernement devant l'alternative : ou l'amnistie ou le lynchage.

Pour se tirer de cette situation délicate et dangereuse, le gouvernement s'est servi des agents provocateurs et les « escamots » obscures de la Catalogne qui ont fait imprimer une feuille clandestine et subversive pour permettre au gouvernement de fermer à nouveau les syndicats, d'arrêter en masse des anarchistes espagnols et par suite d'éviter l'amnistie avant les vacances du Parlement, afin de prolonger sa vie illégale et tragique.

Voilà la vérité sur le nouveau complot en Espagne.

Le Comité International de D. A.

Italie

La promesse faite par le gouvernement fasciste d'une grande reprise de l'industrie et du commerce avait été entendue comme une promesse de salut pour la classe ouvrière, mais comme toutes les promesses fascistes, celle-là fut une cruelle tromperie. Elle a rejeté dans le désespoir l'élément ouvrier, sans que jusqu'à présent aucun indice de prochaine reprise d'activité n'est venu troubler le silence des chantiers italiens.

La situation de la classe ouvrière est de plus en plus désespérée. De nombreux chefs de famille, se trouvent dans l'impossibilité de rassasier leurs enfants, car ils se trouvent sans aucun travail depuis souvent deux, trois années et plus. Dépourvus d'aide par le gouvernement, ne recevant plus désormais de secours de chômage (qui est temporaire, de quatre mois à raison de lires 3.75 par jour) ils sont rayés des listes de chômeurs et considérés comme travailleurs ; et, c'est ainsi que le gouvernement fasciste, avec de fausses statistiques fait croire à la diminution de la masse de chômeurs.

La faim et la misère régnent en souveraines sur toute la classe ouvrière ; même chez ceux qui ont le bonheur d'avoir du travail, parce que les salaires sont simplement dérisoires (un ouvrier spécialiste ne gagne à présent que 15 lires par jour). Pour pouvoir vivre les 3/4 de la population sont obligés de recourir à l'assistance privée : qui distribue de mauvais potages et calme un peu la faim de ces malheureux ; (dans la seule ville de Milan, 15.000 familles sont nourries par la Société St-Vincent-de-Paul).

La faculté donnée aux propriétaires de chasser les locataires en retard dans les paiements pour une somme de 250 lires, fait que les expulsions brutales sont à l'ordre du jour ne doit s'attendre à aucune considération, celui qui n'est pas inscrit au fascisme. De plus les vexations fascistes ont créé dans la population soumise la haine contre les tyrans et l'espérance qu'un prochain bouleversement mettra fin à un tel état de choses.

Mais les gens du plateau carcéral doivent souffrir plus que jamais, toutes les brutalités fascistes. Privés de leur langue et de la liberté de presse, ils sont obligés de se soumettre à la volonté fasciste. Par le recrutement en masse, on les envoie vers les régions pestilentielles du littoral ou le régime de vie les malades font des vides effrayants, dans leurs rangs. Ils est interdit de rentrer chez eux jusqu'à ce que soit écoulé le délai de 5 ans imposé par le Duce.

L'assassinat, le bagne et l'exil sont les grands moyens, par lesquels se développe la civilisation fasciste, qui porte partout le désespoir et la mort. Voilà les situations de l'Italie.

Paris, le 1^{er} juillet 1933.

EGO SUM.

VOIX DE PROVINCE

Le Boucau

Après le mouvement de grève où la fausse tactique du parti communiste a conduit le mouvement syndical à la perte, camarades anarchistes, sympathisants ne pensez-vous pas qu'il est temps d'agir ? La période estivale se prête mal à la propagande, malgré tout il est temps de se grouper, de s'organiser en vue de l'action pour cet hiver.

Tous les partis politiques ont fait faillite, et dans notre ville les travailleurs ont appris leurs dépens que l'action syndicale doit être indépendante des partis politiques. Nous ne devons pas perdre de temps. Tous les camarades désireux de se grouper doivent se retrouver tous les samedis soir au Bar Zin-Zin, avenue Jean-Jaures.

Nord

AUX LECTEURS DE « GERMINAL »

Cher Camarade,

Ton étonnement est grand à la pensée que notre vaillant défenseur des droits du peuple a cessé de paraître depuis le 15 juillet, et tu te demandes si cette disparition n'est définitive. Rassure-toi ! Le principe qui nous anime est celui d'une honnêteté rigoureuse et scrupuleuse ; nous ne donnons notre parole de faire tout le nécessaire pour continuer la bonne besogne entreprise depuis 25 années.

L'expérience acquise nous a prouvé qu'un organe populaire, indépendant, libérateur, peut vivre chaque semaine en rayonnant localement et régionalement. Cette désintoxication des cerveaux ouvriers doit se poursuivre sans relâche, sans faiblesse et sans aucune compromission.

Une série de procès : curés d'Abbeville, évêque de Beauvais, curés de l'Oise, mercantis, etc., ont ouvert une brèche sérieuse dans notre caisse faiblement garnie. Des mesures vexatoires de l'administration postale : taxes nouvelles, surtaxes arbitraires et injustifiées ont aggravé cette situation. Ajoute à cela un nouveau procès en vue, celui d'un brasseur d'affaires catholique de Tourcoing, stipendé des Jésuites, qui nous réclame 10.000 francs de dommages et intérêts pour le 20 septembre prochain, et tu comprendras déjà la situation épineuse de l'administration de « Germinial », édition générale d'Amiens.

Mais nous sommes des militants fortement trempés, capables de parer à tous les coups de force.

Ce qui est plus pénible, c'est la négligence, pour ne pas dire la mauvaise foi, de nombreux dépositaires de la région de l'Oise qui ont osé payer ce qu'ils devaient.

Plus fortement que jamais, nous sommes résolus à combattre par la plume tous les profiteurs du régime bourgeois et les propagateurs de la misère.

Nous ne pouvons abandonner la lutte. Cela, jamais ! Nous cherchons le meilleur moyen à remédier à cette situation de fait et, en dehors des soucis matériels de notre prochain procès du 20 septembre devant la Correctionnelle de Lille, nous envisageons tous les moyens pour élimer de nouveau, notre parole vengeresse.

Evidemment, nous ne réparerons qu'avec une certaine provision de fonds. Toutes nos dettes sont payées à l'imprimeur. L'édition du Nord a toujours réglé scrupuleusement à l'Édition Générale d'Amiens.

Voilà de précieuses indications. Sache aussi que les dernières semaines, chaque numéro s'équilibrait comme suit :

Dépenses (imprimerie, rédaction, frais administratifs) 1.000 francs.

Recettes (Somme Nord, publicité, une partie de l'Oise) 800 francs.

La mauvaise administration de l'édition de l'Oise, occasionnant environ 200 francs de déficit chaque semaine, dette que le camarade Georges Baudin devait prendre à sa charge.

Cher Camarade,

Médite ce que nous t'exposons ci-dessus, prends patience et, en attendant de nous relire, reçois notre salut fraternel et libérateur.

Pour l'Édition du Nord et des Amis de « Germinial ».

Hoche Meurant.

P.S. — Circulaire approuvée par Amiens et nos amis Georges et Marcelle Bastien.

Reims

Appel aux camarades Libératoires de Reims et de sa région. — Si les camarades veulent voir renaitre l'époque où les idées libératoires étaient crânement affichées ou les réunions groupaient de nombreux camarades ou les journaux anarchistes étaient largement diffusés. Camarades ! ne tiennent qu'à vous et rien qu'à vous de faire cet effort.

Nous appelons tous les camarades pour qu'ils se groupent sérieusement, la situation actuelle nécessite l'attention des anarchistes. Pour renseignements et adhésions : s'adresser au camarade Fécherolle, 17, rue Eug-Wiet, Reims.

Saint-Étienne

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

A SAINT-ETIENNE

Après Daniélou, notre cher président Lebrun va venir visiter notre ville. Malgré le cordon de police, les Stéphanois laisseront-ils ce visage macabre pavoiser dans nos rues. Tolérons-nous qu'il vienne se moquer cyniquement des prolétaires en venant inaugurer et fêter les œuvres de mort ? Voyez le programme :

1^{er} Il fêtera le cinquantenaire du fusil ;

2nd Il inaugurerà le monument aux morts de St-Etienne ;

3rd Il inaugurerà une clinique mutualiste.

Nous municipalité n'a pas d'argent pour les chômeurs ni pour faire réparer les routes défoncées, mais elle a voté 250.000 francs qui, en une seule journée seront gaspillés en mascarades.

Ce jour-là les travailleurs sauront lui prouver qu'ils ne sont pas aussi avachés qu'elle le pense.

Notre ville, malgré qu'elle soit radicale et qu'elle prétende vouloir la paix donne tout son concours à ces manifestations fascistes. Mais elle sent, dans la masse, une résistance dont elle commence à s'inquiéter. Depuis que le monument aux morts est terminé, elle le fait surveiller le jour, par des filles en civil et la nuit par des filles en tenue.

Ceci nous donne un aperçu de ce que ça sera pour la visite du sieur Lebrun.

Mais, malgré les filles, les anarchistes ne se sont pas des flâneurs et seront au premier rang pour conspuer toute la bande d'exploiteurs provocants.

En avant camarades, il faut que ce jour-là nos agissements. Venez à notre groupe anarchiste.

M. P.

L'abonnement est le plus sûr moyen d'existence de votre journal

ABONNEZ-VOUS AU LIBERTAIRE

Le coin des jeunes

Vacances

Le moment des vacances est arrivé.

Tous les jours, les trains emportent vers la campagne, la mer, la montagne, des voyageurs qui vont pouvoir, enfin, se reposer pendant un moment des fatigues que procurent les travaux de la ville.

Que ce soit par la route ou par le chemin de fer, Paris se vide de plus en plus. La ville devient de moins en moins bruyante. Les boulevards se désenchevêtrent. Depuis déjà un certain temps, les grandes artères ont fermé les volets de leurs fenêtres. Partout, enfin, où régnait le luxe des gens qui vivent sans avoir rien à faire qu'à regarder le peuple travailler, le silence règne.

Mais si, un jour de flânerie, on a la curiosité de se promener à travers la cité, on s'apercevra qu'il y a encore des endroits où règne, à peine atténuée, la même animation qu'à l'ordinaire.

Pendant que sur une plage à la mode, le fils de M. Untel, le riche négociant bien connu, en compagnie de quelques jeunes privilégiés de son âge, jouit de l'air pur, de la mer et du soleil :

Pendant que la fille du marquis de Y... sert des petits fours à ses amis des châteaux environnants sous les frais ombrages d'une forêt enchantée :

Pendant que M. Jacques et Mlle Raymond, enfants du célèbre marchand de canon trop connu, M. S., assistent à une joyeuse excursion automobile à travers les Pyrénées ou les Alpes :

Pendant que les parents de ces chers enfants goûtent le repos réparateur d'une année de labeur assidu :

À Belleville, à Ménilmontant, à Grenelle, à Paris enfin, ceux qu'un hasard heureux a voulu qu'ils n'aient pour vivre qu'à travailler dans un chantier, un atelier ou une usine ; ceux à qui on ne demande que 6 jours de labeur par semaine ; ceux à qui on ne demande qu'à faire des enfants pour les avoir prêts, sous la main, pour la prochaine guerre du droit et de la civilisation ; ceux qui, gagnant à peine le nécessaire pour manger et dormir, n'ont pas su économiser ce dont ils auraient eu besoin pour partir en vacances ; ceux qui, ne trouvant pas de travail, se permettent d'émigrer à la Caisse de chômage ; ceux qui, accablés par le souci constant du pain à gagner, n'ont pas trouvé le temps, d'honte sur eux, de s'occuper d'envoyer leurs enfants en colonies de vacances, les condamnant (les misérables) à se régénérer de l'air impur des classes en jouant à chat perché sous les frais ombrages formés par les quatre murs d'une cour ;

Les prolétaires, enfin, sont restés à Paris. Avez-vous compris, camarades ?

Et tant que la classe ouvrière n'aura pas compris ce qu'est dans une unité étroite, dans une collaboration indissoluble, quelle pourra trouver la force nécessaire pour changer la face de ces choses, ou verser le prolétaire trimer sans arrêt pour qu'un moment des vacances arrivent le patron aille goûter les joies d'un repos bien gagné... par ses exploités.

C'est à nous, les jeunes, qu'appartient l'avenir et nous devons œuvrer de toutes nos forces pour que l'unité salvatrice s'accomplisse, dans sa plus forte ampleur, et pour que tu puisses t'instruire, jeune camarade, pour que tu puisses nous aider dans cette œuvre d'union ouvrière, de lutte de classes, adhérent à la Centrale syndicale la plus forte de la corporation ouvrière, viens à la Jeunesse anarchiste, assiste à ses réunions : et c'est dans une atmosphère de camaraderie, loin de chefs de parti qui te bourrent le crâne, que tu acquerras à son plus haut degré la conscience de classe si nécessaire aux prolétaires.

MOUKY.

Sur les traces d'Hitler

Beaucoup de camarades se souviennent d'une époque où le socialiste-révolutionnaire Gustave Hervé, menait dans la *Guerre Sociale* et à la tribune une active propagande anti-militariste. Beaucoup de jeunes gens animés de la foi et d'un idéal généreux se laisseront prendre à la démagogie de l'Hervéisme et certains d'entre eux sont à l'heure actuelle, encore en prison.

Puis, vint l'époque où, ayant changé son fusil d'épaule, le courageux Tataeva alla reprendre dans le fumier, le drapeau qu'il y avait planté. Devenu chef fasciste d'une pincée de fripouilles et de quelques rigolos il mena et mène encore dans la *Victoire* une campagne patriotique et chauvine des plus abjectes.

Il ne faudrait pas croire que Gustave Hervé est seul à bafouiller dans ce numéro de la « Victoire du dimanche », qui ressemble en bêtise et en saloperie à tous les autres numéros.

En première page, un nommé Marcel Bucard nous relate la vie d'un soldat « un héros de la guerre » qui assassinait « avec toujours son sourire, son bon sourire ».

Mais le bouquet est signé Georges Carré et s'intitule : *Les professeurs de Désertion*. (Dans le journal à Hervé, ça ne manque pas de cynisme). L'auteur commence en ces termes : « On s'étonne et on se lamente dans les milieux nationaux et nationalistes de cette vague d'antipatriotisme qui monte avec les générations et se manifeste au grand jour par cette odieuse propagande que nous avons si souvent fois flétries, de cette sorte de snobisme idiot qui tend de plus en plus à implanter dans les esprits cette conception fausse que l'antipatriotisme est la clef du progrès politique, économique et social, la caractéristique indispensable de l'esprit moderne ».

Être patriote, aujourd'hui, cela fait rigoler la jeunesse, ajoute notre néo-Hervéiste qui rend aussitôt responsable de cette catastrophe les maîtres de l'école laïque « qui semblent bien s'être faits les apôtres de l'antipatriotisme. » Et Georges Carré de nous informer, pour appuyer ses dires des réponses de quelques sections du Syndicat de l'Enseignement aux questions suivantes posées par le Syndicat National en vue du Congrès :

- 1° La légitimité de la guerre ?
- 2° Moyens possibles à mettre en œuvre pour empêcher la guerre ?
- 3° Quelle doit être l'attitude des instituteurs à l'égard de l'appareil militaire.

Et nous prenons connaissance de réponses telles que celles-ci :

« Aucune guerre n'est légitime ni en droit ni en raison... contre toutes les guerres qu'elle soit dite offensive, défensive ou coloniale... et encore... La section estime qu'une guerre n'est légitime et les condamne toutes. Toutefois elle croit nécessaire de distinguer la révolution de la guerre... etc., etc. »

Devant cet état de choses, l'indignation de l'admirateur du Duce et du Führer ne connaît plus de bornes.

Il est inutile de continuer ces citations, dit-il, d'ailleurs toutes les autres ressemblent à celles-ci et ne nous apprendraient rien de plus, sinon que du Nord au Midi et de l'Est à l'Ouest, la majorité de nos instituteurs laïques professent les mêmes idées antipatriotiques et antinationales.

Il est de fait que M. Carré y va un peu rondement et qu'il ne cache pas du tout son dépit de voir que les instituteurs songent à enseigner autre chose aux enfants que la haine du boche et l'amour du drapeau.

Quand à nous, nous ne saurions que féliciter et encourager les membres de l'Enseignement de cette vieille C. G. T. que M. Carré qualifie de révolutionnaire, et nous leur demandons de refuser catégoriquement de préparer les petits cerveaux au métier d'assassin.

Quand à ce genre de snobisme idiot qui consiste à nier le patriotisme et à combattre les crimes que des Weygand, des Hervé commettent en son nom, nous en ferons bientôt apprécier la valeur.

Nous sommes là, anarchistes, syndicalistes, antimilitaristes pour empêcher le capitalisme de se servir des coquins et des fous dans son œuvre criminelle.

La lutte est celle du prolétariat et ses organisations contre le capitalisme et ses hordes fascistes en formation.

La victoire dépend de notre force. Organisons-nous !

RINGEAS.

Les anarchistes et le chômage

Il devient presque inutile, de répéter combien sont néfastes les conséquences de la crise économique qui s'est abattue sur le traité avec compétence dans le « Libéraire », guerre, fascisme et chômage, ne visant que ce qui touche le prolétariat, le laisse volontiers le capitalisme consumer son agonie, dans un régime dont le moins qu'on puisse dire, est qu'il a fait faillite et que son temps est révolu. Il doit faire place à autre chose. Fixer sur ses desseins tendreux, les anarchistes ont été les premiers à se dresser contre le fascisme, surtout, auquel le capitalisme attache une extrême importance, et dans lequel il voit son salut. Qu'on ne vienne plus dire qu'il n'est pas encore là, l'affirme qu'il est imminent. Il n'y a que les timorés qui semblent encore vouloir l'ignorer.

Le chômage effroyable qui sévit sur au moins 40 millions de travailleurs de par le monde, est une des plus monstrueuses conséquences immédiates de la crise. Tout un long cortège de misères, de souffrances, de suicides, etc. Et les peuples, étreints par une crise morale non moins grande, cherchent en vain, une voie pour sortir de cet effroyable labyrinthe. Une psychose ascensionnelle les conduit à l'attente d'une messie, et le capitalisme par le truchement des politiciens à son service cherche à tirer parti de cette crise morale. Toutes les puissances du mal, toutes les forces mauvaises réunies veulent exploiter, cette immense armée de chômeurs à leurs fins ulcères. Dès le début de la crise, les partis politiques n'ont eu que des moins après à la curée. Pour d'aucuns, une belle occasion de redorer leur blason, dans un vaste recrutement qu'il voyait et croyait possible.

Le parti communiste ne fut pas des derniers. Au contraire, il est incontestable que les syndicats unitaires, sur l'ordre du parti communiste, dès le début des hostilités économiques à constituer des comités de chômeurs dans Paris et la région parisienne et un Comité central. Il eut soin d'y placer ses cadres, et rien ne devait y être fait, sans l'autorisation du rayon et du centre.

De nombreuses adhésions affluèrent à ces comités dont les portes étaient ouvertes — soit-disant — à toutes les tendances. Dans la pratique, il en fut tout autrement, et ceux qui se permettaient de ne pas être totalement de l'avis des pontifes, furent copieusement houspillés. Les chômeurs accourus, attendaient tout autre chose. Ils espéraient toujours, une amélioration possible à leur lamentable situation. Des mois et des mois s'écoulaient et on ne se servait d'eux que pour recruter des adhérents au parti, ou pour apporter leur concours aux manifestations incohérentes organisées par ce dernier. Bref, sous les flots débordants de la démagogie habituelle, les chômeurs désorientés de plus en plus leurs comités au point de les rendre squelettiques, car n'ayant rien trouvé de substantiel, ils sont partis définitivement.

Ecorchés, dégoutés, c'est sans doute parmi ceux-là que le fascisme aura le plus de prise. L'analyse pourrait être beaucoup plus longue, je m'en tiens là, elle est suffisamment édifiante.

En tout cas, la faillite du parti communiste dans le chômage est aussi notoire que complète.

Puisque l'expérience bolcheviste, est faite, dans ce domaine, il serait temps à mon humble avis que les anarchistes tentassent une incursion de ce côté.

Il serait déplorable, autant que coupable d'abandonner à leur triste sort, une formidable armée de chômeurs, qui ne serait pas réfractaire aux suggestions à communiquer ni aux réalisations à accomplir. Elle est prête à entendre un langage nouveau pour elle, que ce ne soit pas celui du fascisme qui guette sa proie.

En présence de ces conjonctures que j'ai résumées à dessin, il n'a pas été inutile que le congrès d'Orléans traite de ce sujet.

Que nous résolvions en vitesse les questions de pacotille, pour s'arrêter sérieusement à ce qui en vaut la peine.

Le contraire serait une grosse faute qui ne ferait pas honneur à l'U. A. C.

E. Baboud.

BONNE OCCASION

LES BANDITS TRAGIQUES

TRIBUNE SYNDICALE

Un important article de notre camarade De Groote sur les grèves de Strasbourg nous est parvenu trop tard pour pouvoir être inséré dans le présent numéro.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cet admirable mouvement de lutte et de solidarité ouvrières.

Les Instituteurs et le syndicalisme

A la veille du vaste mouvement de grève des fonctionnaires du 20 février dernier, nous étions quelques-uns à penser que la réussite d'ensemble d'un pareil geste pouvait être grosse de conséquences. En effet, les fonctionnaires sont, par définition, les plus fidèles serviteurs de l'Etat et son plus puissant soutien. L'esprit syndicaliste a pénétré assez profondément dans la masse de ces travailleurs, pour que les menaces dressées contre eux par un gouvernement de gauche les amène à renverser un moment la vapeur de la machine administrative était d'un bon augure pour la classe ouvrière.

Sans vouloir nous leurrer sur la portée réelle des décisions prises à l'égard de la masse de ses adhérents, nous devons porter à l'actif du Syndicat national des instituteurs confédérés, dont le Congrès annuel vient de se tenir au gymnase Huyghens les 3, 4 et 5 août dernier, le courant qui pousse les militants à une indépendance de plus en plus marquée, d'une part, à l'égard des pouvoirs publics, d'autre part à l'égard des partis politiques.

Le calme des débats, la tranquille assurance des délégués donnent un poids qui n'est pas négligeable aux motions votées presque toutes sous le signe de la C. G. T. d'avant-guerre, à laquelle un orateur rendit un sincère hommage en la personne des anarchistes à l'idéal élevé qui en étaient les animateurs. Si j'ajoute qu'une prochaine révision des statuts a été envisagée, qui nous permet d'espérer qu'on reviendra bientôt aux principes posés par Pelloutier et Pouget, on comprendra pourquoi ce Congrès, si semblable de loin à beaucoup d'autres, nous apparaît, au contraire, comme le « fait nouveau » justifiant la révision du procès du prolétariat. Celui-ci, si souvent battu sur le terrain économique, peut et doit prendre sa revanche et pousser à l'extrême limite les conséquences de sa victoire. Le vrai syndicalisme est son arme la meilleure en vue de l'émancipation individuelle et sociale.

La première grave décision du Syndicat national des instituteurs a été motivée par la censure du gouvernement Daladier en ce qui concerne le classement des instituteurs dans la catégorie B (services actifs) pour le calcul des retraites. Menace à longue échéance et qui risque de ne pas toucher un bon nombre de jeunes instituteurs. Pourtant, c'est à leur intention autant qu'à celle de leurs collègues plus âgés que, sur la proposition du secrétaire général, André Delmas, le Congrès s'est prononcé contre la méthode habituelle des tractations dans les couloirs des Assemblées, et des intercessions auprès du Président du Conseil et des ministres intéressés pour une rupture solennelle et immédiate avec le gouvernement et pour une interruption du service d'une durée limitée, laissant au bureau le soin de donner le signal de l'action, si elle est nécessaire, en temps opportun.

Le gouvernement se laissera-t-il intimider ? Sans jouer au prophète, on peut prévoir qu'il donnera satisfaction aux instituteurs sur ce point, en s'arrangeant pour sauver la face et se donner publiquement partie gagnée. Souhaitons que ce procédé, habituel à tous les patrons obligés à céder, éclaire assez la masse des cotisants des autres syndicats de fonctionnaires confédérés pour les encourager à une lutte serrée, à une résistance pied à pied contre les attaques réactionnaires des gouvernements de gauche.

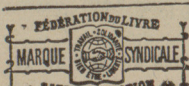
Seconde décision importante de ce Congrès, c'est celle de lutter contre la guerre par tous les moyens. Bien que des voix très nombreuses se soient élevées contre la S. D. N., la motion votée finalement, pour des raisons d'opportunité dont la raison ne se fera bientôt plus sentir, espérons-le, contient le vœu que la S. D. N. soit transformée en une Société des peuples « au sein de laquelle doit pouvoir s'exercer directement l'action du prolétariat organisé ». En outre, et en attendant, « les dirigeants syndicaux ne doivent exercer aucun mandat gouvernemental incompatible avec l'expression libre de la pensée ouvrière ». On peut s'étonner, bien entendu, qu'un Jouhaux ait pu venir à la tribune, mais l'accueil des plus froids qu'il a reçu n'a pas été sans le troubler.

Enfin, plus que toute autre chose, ce qu'il nous faut souligner, c'est la volonté affirmée par de très nombreux militants, quelles que puissent être leurs sympathies personnelles, pour que le S. N. reste indépendant en principe comme en fait des partis politiques. Il est encourageant de penser qu'au Congrès des instituteurs unitaires même, le représentant du Parti communiste ait été accueilli avec une impatience non dissimulée.

Les instituteurs se rendent compte aujourd'hui que le syndicalisme est une chose et que la politique en est une autre; que le premier est un facteur d'entente, et la seconde un prétexte à toutes les trahisons. Quand la majorité des fonctionnaires et des ouvriers de l'industrie privée seront persuadés de cette vérité, un grand pas aura été accompli vers la Révolution sociale, car le capitalisme aura perdu ses bases et l'Etat ses soutiens.

Jean GALLY.

Le Gérant : Lucien CHATELAIN.



Imp. Centrale de la Bourgeoisie
147, Rue Réaumur
PARIS

50 ouvriers fendeurs en grève à Trélazé

Depuis un an, les ouvriers du Trélazé ont eu à souffrir du chômage et cette situation s'est encore aggravée à partir du mois de février, époque où les patrons nous ont imposé trois jours de chômage par semaine pendant deux mois et, non contents de cela, ils nous ont imposé une diminution de cinq pour cent à partir du 1^{er} avril 1933.

Pour que nous soyons bien sages, et que nous acceptions cette diminution, ils nous ont promis qu'il n'y aurait plus de chômage.

Les camarades savent ce que valent les promesses des patrons, le chômage pendant trois jours par semaine continue jusqu'à ce jour, et nos salaires ne dépassaient pas 500 francs par mois.

Excédés par de telles conditions de travail, nous avons décidé de demander le réajustement de nos salaires pour le dernier trimestre de 1933, nous voulons 28 francs par jour et 25 jours de travail assurés par mois.

Pour soutenir nos revendications, nous nous sommes mis en grève le 1^{er} août et nous sommes décidés à continuer la lutte jusqu'à complète satisfaction.

Il faut rechercher la cause de l'intransigeance patronale dans la passivité et la division ouvrière. Il est grand temps que les militants comprennent le danger de cette division et fassent une propagande active pour le regroupement de tous les ouvriers dans une même organisation pour pouvoir résister aux prétentions patronales et aux vagues de la réaction.

Duiguou.

Vers le travail forcé

Depuis quelque temps les chômeurs reçoivent une convocation conçue en ces termes : « Préfecture de la Seine : Office départemental de placement et de la statistique. »

« Commission départementale de contrôle et d'appels des fonds de chômage, 5, rue d'Alligre, 129. »

Monsieur...

« En vertu de récentes instructions je vous prie de vous rendre... le 1^{er} août 1933 à 9 heures du matin où vous vous metrez à la disposition du chef cantonnier (ou du surveillant de jardinage) en vue d'effectuer deux heures de travail, en compensation du secours de chômage qui vous est alloué. »

« Je crois devoir attirer votre attention sur le fait que si vous ne vous présentez pas à l'endroit indiqué pour y accomplir ce travail, votre radiation pourrait s'ensuivre si vous ne pouvez pas fournir d'excuse valable. »

Votre présence à l'endroit précité tiendra lieu, ce jour-là, de pointage de votre carte de chômage effectuée habituellement par le service de placement professionnel dont vous dépendez. Veuillez agréer nos salutations distinguées. »

Le travail consiste à ramasser des papiers au bois de Boulogne ou au bois de Vincennes.

Les chômeurs perdent à exécuter cette tâche humiliante, leur main-d'œuvre est par conséquent toute chance de trouver du travail.

La Commission départementale de contrôle et d'appels des fonds de chômage dont le patron est M. Philippe Loyer, socialiste notoire et syndicaliste, a trouvé là un moyen épatant pour faciliter l'exécution des ordres supérieurs : radiations, radiations et toujours radiations pour faire diminuer les statistiques et réduire les frais de la Ville de Paris.

Les camarades qui se refusent à subir cette honteuse et dégradante brimade seront (la circulaire le fait entendre) immédiatement radiés.

Malgré l'état d'impuissance dans lequel les bolcheviks ont jeté les Comités de chômeurs, nous devons dans nos syndicats et dans ces Comités nous élever de toutes nos forces contre cette mesure fasciste. Nous avons tant d'autres les améliorations apportées par le gouvernement « de gauche ».

Mais ces faits feront-ils réfléchir les électeurs et comprendront-ils enfin la vanité et la stupidité de leur geste ?

René Ringenbach.

C. G. T.

Chez les Terrassiers

MISE AU POINT

Les terrassiers confédérés se déclarent indignés devant l'attitude prise par un camarade du 13^e ayant déclaré sur le « Libertaire » du 28 juillet 1933, dans un passage du compte rendu du Congrès de la Fédération parisienne « que les terrassiers voudraient devenir autonomes ou unitaires. »

Ceci est absolument faux, car nous ne savons pas par quelle imagination ce camarade a pu inventer cette chose-là.

Dans notre organisation, il n'a été nullement question d'orientation syndicale. Nous demandons que rectification soit faite sur le prochain « Libertaire » concernant ce mensonge.

Pour le Syndicat des Terrassiers confédérés,

Le secrétaire : Plessix.

UNION DES OUVRIERS MÉCANICIENS DE LA RÉGION PARISIENNE

Ordre du jour adopté par le Conseil général du 25 juin 1933

Le Conseil général de l'Union des Ouvriers Mécaniciens de la région parisienne proteste contre la manière dont le Sénat a amoindri les effets de 13 années après la cessation des hostilités de la Chambre.

Les ouvriers métallurgistes confédérés estiment que 15 années après la cessation des hostilités c'est une honte de voir maintenus dans les prisons et bagnes militaires des hommes condamnés par les Conseils de guerre.

D'autre part le Conseil général proteste également contre la teneur de la circulaire Chautemps permettant les poursuites contre les pacifistes.

Pour l'Union des Ouvriers Mécaniciens de la Région Parisienne.

Aux Métallurgistes de la Région Parisienne

Les ouvriers métallurgistes de la Région parisienne syndiqués ou non sont informés que des permanences sont établies tous les dimanches aux adresses suivantes : 20^e Section, et Section Technique des Polisseurs, 13, rue des Couronnes, de 10 h. à 12 heures, Paris (20^e).

Section de Boulogne-Billancourt, 83, boulevard Jean-Jaures, Boulogne, de 9 h. à 12 heures.

Section d'Argenteuil : à la Maison du Peuple, 6, av. Jean-Jaures, à Argenteuil, de 9 h. 30 à 11 heures 30.

Les camarades de nos professions y trouveront tous renseignements sur la corporation (accidents du travail, assurances sociales, dé-lai-congé, secours de chômage, etc.).

Motions sur l'Organisation adoptée par le Congrès d'Orléans

Cotisations

Le Congrès d'Orléans, après avoir constaté le peu d'efficacité de l'ancienne méthode de paiement des cotisations : Décide que chaque membre de l'organisation versera 1 franc par mois à la Caisse de l'U. A. par l'intermédiaire des groupes et fédérations.

Pour le contrôle de ces cotisations mensuelles, le Congrès donne mandat à la C. A. pour procéder à l'édition de timbres qui seront transmis aux groupes.

Le Congrès national

Le Congrès décide que le prochain Congrès de l'U. A. C. aura lieu à Paris en 1935, cette ville offrant plus de commodités d'organisation et de représentation. Un Congrès extraordinaire pourra être décidé dans des cas exceptionnels en nécessitant la tenue. Il sera décidé par un référendum adressé aux Groupes par la C. A. Il sera nécessaire d'obtenir l'approbation de la majorité des groupes.

Participation des groupes au Congrès National

Pourront seuls participer à titres délibératifs au Congrès, s'ils ont trois mois de présence et de cotisations effectives à l'U. A. et aux fédérations.

Le Congrès mandate la C. A. sur la proposition du camarade Frémont, pour reprendre la motion sur « l'organisation des anarchistes » du Congrès de Toulouse, de la modifier en tenant compte des discussions du Congrès, des motions votées. Cette motion modifiée formerait les bases d'organisation de l'U. A. et ses principes idéologiques. Elle sera envoyée aux groupes qui les distribueront à chaque nouvel adhérent.

Motion sur la question syndicale

Tous les anarchistes-communistes sans exception reconnaissent la valeur sociale du syndicalisme, école de solidarité de la classe ouvrière et de préparation à la transformation sociale.

L'action syndicale doit être indépendante de toute autre organisation. Les anarchistes-communistes n'ont nullement l'intention de subordonner le mouvement syndical, car ils estiment qu'en poursuivant ses buts propres le syndicalisme réalise en fait nos conceptions sur le domaine économique de la production et de la consommation.

Le Congrès estime que les camarades adhérents à l'U. A.-C. se doivent d'entrer dans les syndicats et d'y œuvrer en vue de l'émancipation totale du prolétariat. Chacun, selon la profession qu'il exerce, la localité qu'il habite et les circonstances, adhèrera au syndicat où il pourra faire entendre sa voix de façon efficace.

Considérant que l'unité est la condition indispensable de la renaissance et de la puissance du syndicalisme, les anarchistes-communistes travailleront à en hâter la réalisation en luttant dans une centrale syndicale de leur choix. Le Congrès précise qu'en l'état actuel du mouvement syndical français il est aussi nécessaire pour les anarchistes de lutter dans les centrales encore sous l'influence des politiciens que d'adhérer à la C. G. T. S. A.

L'adhésion des anarchistes à l'une des trois C. G. T. constituant un fait, le Congrès souhaite que les anarchistes fassent toujours œuvre de militants en leur qualité de syndiqués.

Cette motion a été adoptée par le Congrès de Toulouse en 1931 et confirmée par le Congrès d'Orléans en 1933.

Rapport sur la lutte anti-religieuse adopté par le Congrès d'Orléans

Les cléricaux sont une force d'obscurantisme qu'il faut combattre. Ils sont les meilleurs soutiens du Capitalisme et du Fascisme.

Les politiciens d'avant guerre se sont servis de la plate-forme de l'anti-cléricisme pour accéder au pouvoir à ce moment. On ne connaissait en province que blancs et rouges.

A ce moment également, les instituteurs laïcs se dressaient contre le cléricisme, ce qui n'existe plus actuellement. Je demande donc qu'on reprenne à l'U. A. une activité anti-religieuse, que le Libertaire publie une chronique dans ce sens, et que l'on diffuse aussi le Flambeau, publié par le groupe de Brest.

Que les Anars manifestent leur activité dans les groupements qui mènent la lutte anti-religieuse où ils auront la possibilité de faire prédominer la pensée anarchiste, et où ils trouveront également des sympathisants susceptibles de devenir des adhérents de l'U. A.

Comité International de Défense Anarchiste

Le C. I. D. A. de Paris vient de se reconstituer. Il groupe dans son sein tous les comités de soutien de dé-tuse des anarchistes de différentes nationalités résidant en France, ainsi que des organisations anarchistes de langue française.

Son but : organiser la défense de tous les camarades anarchistes, étrangers qui, obligés par la répression s'exerçant dans leur propre pays de venir en France pour y vivre et sont encore victimes dans notre République de mesures d'expulsions administratives ou de toutes autres mesures de police. Pour toutes relations avec le C. I. D. A. et ce qui peut toucher son action envoyer la correspondance au « Comité international » ou « Libertaire », 23, rue du Moulin-Joly, Paris XI^e.

ront tous renseignements sur la corporation (accidents du travail, assurances sociales, dé-lai-congé, secours de chômage, etc.). Ils peuvent également s'adresser tous les jours de 9 h. à 12 heures et de 13 h. à 19 heures, au siège de l'Union des Mécaniciens, bureau 7, 4^e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (X^e). Métro République, où tous renseignements demandés seront fournis.

LA VIE DE L'U. A. C.

Commission administrative. — Prochaine réunion, lundi 28 août, à 20 h. 30 au bureau du Libertaire. Présence indispensable de tous les membres.

Ordre du jour : 1^o La propagande et la vie des groupes en province ; 2^o Organisation de la période hivernale ; 3^o Questions diverses.

PARIS-BANLIEUE

COMPTE RENDU DU C. I. 29 JUILLET 1933

Les délégués examinent les décisions du récent congrès de l'U. R. S. S. R. Une assemblée d'information sur ce congrès est décidée pour le samedi, 19 août. Elle est réservée, aux membres de la Fédération.

Les possibilités d'action donnent lieu à un échange de vue. Il est décidé que les groupes doivent se conformer strictement aux décisions du congrès.

Le congrès ayant décidé la création d'une école d'orateurs, le C. I. en étudie l'organisation sans retard. Les cours commenceront au début de septembre.

L'action à mener dans la région parisienne, pendant la période hivernale est examinée. L'organisation des campagnes prévues par le congrès, va être entreprise sans retard.

Pour assumer en partie, les charges financières de ces campagnes, un programme de fêtes du groupe artistique, va être préparé.

Les groupes doivent veiller à verser régulièrement leurs cotisations.

Aux questions diverses, le groupe de St-Denis proteste contre la présence d'un délégué de province au congrès de l'U. A. C. R. non membre de l'U.A.C.R.

Une camarade de jeunesse, le camarade Langlois, fait au nom de son groupe une proposition relative au développement de la vente du « Libertaire » dans la rue.

Unanimes les délégués décident qu'à l'avenir, aucun adhérent ne pourra parler au nom de la Fédération, sans en avoir au préalable reçu le mandat.

La date du prochain C. I. sera fixée à l'assemblée d'information du 19 août.

Jeunesse anarchiste. — Pas de réunion le 15 août, en raison de la ballade du libertaire à Garches. Réunion, mardi 22 août au « Libertaire ». Une causerie sera faite par Frémont sur la Révolution Russe.

Invitation aux camarades de l'Union et aux Sympathisants.

Groupe anarchiste du 5^e. — Appel aux vieux copains et sympathisants.

La situation est critique, nos camarades d'Espagne sont en lutte contre leur capitalisme et, en France, nous avons l'air de l'ignorer. Il est temps de réagir si nous voulons avoir un mouvement sain.

Venez nombreux à nos réunions qui ont lieu tous les mardis, à 21 heures, salle Ozanne, 2, rue Descartes.

Groupe du 19^e et 20^e. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30 au siège du « Libertaire », 23, rue du Moulin-Joly. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe de Villejuif. — Réunion chaque semaine, lieu et date habituels.

Groupe d'Aubervilliers. — Réunion tous les mardis à 20 h. 30, épicerie, 7, rue Heurtaut. Les anarchistes-communistes et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Réunion du groupe tous les vendredis, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 4, rue Suger ; accueil fraternel à tous.

Les lecteurs du « Libertaire » et sympathisants de la région sont informés que le groupe a ouvert une vente de livres, journaux et brochures d'avant-garde, tous les dimanches matin, derrière le marché couvert. Ils y trouveront un large choix d'œuvres traitant de la question sociale.

Versailles. — Les camarades désirant se grouper sont priés de se faire connaître à Séchaud, Restaurant du Nord, 10, rue Satory, à Versailles, le mardi, de 6 h. 30 à 7 h. 30.

Fédération Parisienne

Samedi 19 Août

à 20 h. 30

85, rue Mademoiselle

Assemblée Générale d'Information sur le Congrès d'Orléans

Cette assemblée est réservée aux adhérents

Communications diverses

La Revue Anarchiste 125 rue Saint-Maur, Paris (XI^e). Circulaire Chautemps. Objection de Conscience. Pacifisme. Ces sujets seront traités dans le numéro de la « Revue Anarchiste » qui sortira prochainement. Pour hâter la parution, adressez dès maintenant les souscriptions en utilisant le chèque postal F. Fortin 378-20, Paris. Le numéro : 3 fr. 50. Permanence : le mardi, de 18 heures à 20 heures, rue Saint-Maur, 121 (salle du café).

Lotta Anarchica. — Nos correspondants sont invités à adresser toutes les correspondances, communications, argent à l'adresse de Jean Girardin, Boite Postale, 58, Paris (X^e). Nous adresserons gratuitement quelques exemplaires de notre organe « Journal de l'Union anarchiste » à tous les camarades qui en feront la demande.

GROUPE ESPÉRANTISTE OUVRIER. — Dimanche 23, camp à Chailfert, train gare de l'Est pour Lagny. Lundi 24, K-dino Ida citos tradukoj el la « Praavaj influoj » de Le Dantec, 20, rue du Bouloi à 20 h. 30.

NOS CHANSONS

Vient de paraître « Nos chansons » n° 16. Cahier de 10 chansons ou récits. Au sommaire : Le Tournevis aux vasselles (poème inédit de Gaston Couët); Les Petits (J. Richepin); Le droit d'asile (Clovis et L. A. Droccos); Le chant de la Misère (Loréal et Guméry); Chanson de Liberté (J. P. Monteil et Cloarec-Maupais); La Brise de chez nous (Lucotte et Boussard); Ils ont des droits sur nous (V. Berthou); Ça ira! (1789 de L. Ladré et Bécourt); Le Drapeau rouge des temps nouveaux (Guillemin et Can-

Groupe de Lilas. — Tous les camarades des Lilas et des environs sont invités à la Réunion qui aura lieu le mercredi 16 août, à 20 h. 30, salle Maillot, 82, avenue Pasteur aux Lilas. Causerie par le camarade Frémont sur l'Unité Syndicale.

Groupe de Montreuil

Le Congrès s'est terminé depuis 3 semaines. Il en est sorti des décisions que nous aurons tous à cœur de réaliser. En particulier, il nous faut envisager au plus tôt l'avènement du fascisme. C'est pourquoi nous adressons un appel à tous les copains anarchistes-communistes, aux sympathisants et aux vieux copains qui ont délaissé le groupe à la suite de dissensions fratricides pour qu'ils viennent nombreux à la réunion qui aura lieu salle de la coopérative le dimanche 13 août, 13, rue de l'Eglise, à Montreuil.

Ordre du jour : Compte-rendu du congrès et questions diverses.

Le secrétaire du groupe : Darnet.

PROVINCE

Groupe Le Boucau. — Tous les camarades désireux d'œuvrer utilement pour notre idéal doivent se retrouver tous les samedis soir au bar Zin-Zin avenue Jean-Jaures.

Groupe d'études sociales d'Orléans. — Réunion chaque semaine, appel aux lecteurs et sympathisants du « Libertaire ». Une librairie se tient chaque dimanche, place du marché.

Croix. — Les camarades désireux de lutter efficacement et d'une façon permanente contre la guerre et les maux qui l'engendrent, sont invités à adhérer au groupe des Amis du Germain Nord et à passer au siège, 1, rue d'Arcole, Croix (Nord), pour une communication verbale.

Glermont-Ferrand. — Réunion du groupe tous les samedis, à 20 h. 30, Café Monier, rue Saint-Adolphe. Invitation cordiale est faite à tous les lecteurs du « Libertaire ».

Groupe de Lille. — Les camarades désireux d'assister aux réunions du groupe sont priés de s'adresser, le soir, au camarade De Mulder, 103, rue de Wazemmes, ou le dimanche matin, à la librairie volante qui se tient sur le marché.

Romans. — Tous les camarades anarchistes et sympathisants de Romans et environs sont priés de se mettre en relation pour l'organisation d'un groupe. Ecrire à Dumas Alexandre, quartier de la Paillière, à Romans.

Strasbourg. — Le « Libertaire » se trouve dans tous les kiosques ; le prendre toujours au même point pour éviter les bouillons.

Librairie. — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, boulevard de Strasbourg, angle rue Saint-Bernard.

Groupe anarchiste-communiste de Toulouse. — Les réunions du groupe auront désormais lieu tous les samedis, à 20 h. 30, chez le camarade Tricheux, rue de l'Hirondelle, 6. — Armand Bertrand.

Aux Libertaires de Lyon. — Les camarades qui seraient désireux de faire revivre le Groupe de Lyon peuvent se mettre en relation avec les camarades qui se rencontrent au Cercle 66, rue du 4-Août, à Villeurbanne, les dimanches matin.

Un bon camarade se mettra à leur disposition pour la reorganisation de celui-ci. Nous espérons que notre appel sera entendu et que, bientôt, avec la bonne volonté de tous, Lyon reprendra dans le mouvement libertaire, la place qu'il n'aurait jamais dû perdre.

Mancelouls.

Nord (Pas-de-Calais, Somme, Oise, Aisne et Ardennes)

Les camarades et groupes qui désirent adhérer à l'U. A. et prendre contact immédiatement, écrivent pour prise de timbres et carnets, à la Fédération du Nord.

S'adresser à Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole-Croix (Nord), ch. postal : 162-18 Lille.

Le numéro franco : 1 fr. 50 en timbres-poste. Les 14 numéros assortis 21 fr. Adressez les commandes et mandats au camarade Coladant, café Roux, 47, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e. En dépôt même adresse « La chanson d'un gas qu'a mal tourné ». Volume des œuvres de G. Couët. Franco recommandé : 13 fr. 40.

Pour que vive le « Libertaire »

SOUSCRIPTION DU 17 MAI AU 16 JUIN

Liste versée par Louman, 70 fr. Liste versée par Vilcot, 11 50; P. Madel, 5; P. Martin, Montpeller, 5; Jeunesse Anar, 5; Mancel, 4 fr. 50. Liste versée par M. Grégoire, 30; Duquellar, 2 fr. 70; Soulier, 7; Mort à tout régime autoritaire, 20; Delignat, 10; Néro, 10; S. V. 5; Jaussain, 5; Américains, 5; Berthou, 13. Liste versée par Bonaque, 14; A. Barneaud, 5; Boué St-Sulpice, 5; Noël Georges, 3; Laugier Charles, 4. Liste versée par Veire, 13; Cousinier Pierre, 3; Catex Montrouge, 3; Glangetas, 5; Soldeville, 2 fr. 50; Moreau, 5; Paris, 12; Chéron, 1 fr. 50; J. Guesdes Brest, 8; Un groupe de facteurs de Lyon, 14; Gonesse, 2; Le Gas de Puteaux, 5; Fernand, 5; Aubergier Marcel, 5; Gravy, 5. Liste versée par Goumet St-Etienne, 20; Laveau, 5; Camille, 8. Liste versée par Dumas, Romans, 23; Baulé Paris, 10; Martin Cosne, 7; Moranta, 1; Mort à tout régime autoritaire, 5; Jean d'Ermon, 5; Kiananc, 5; Razot Félix Toulouse, 10; Loison, 5; Klehammer, 5; Jean et Henriette, 8; Groupe des 19 et 20^e; Glangetas, 5; Debrieux Narbonne, 3; 165 Rubles, 5. Souscription versée par Hoche Meurant, 19; Voire, 10; Guillemette Bezan, 10; Fremont Charles, 10; Doucet, 5; Hausser, 1 50; Rouveret, 5; Anonymes, 10; Kiriel, 8; B.A. 2; Gras Louis, 10; un copain Italien, 5; Chappe Marseille, 3; un « social-ile », 7 fr. 10. Liste versée par Frogner Brest, 4 fr. 85; Le Lann, Brest, 3; Morvan, 10; Chauvet, 1 fr. 50; d'Amis du « Lib. » de Montreuil, 32 fr. 50 (2 versements); Dupuis, 10; Gardin Roubaix, 3; A. G., 10; Berthe Pouillard, 10; Henry Rouen, 5; Anders, 10; Emile Drouet, 50; Un copain du copain Italien, 7 fr. 25; X. Paris, 2; Un copain espagnol, 0 fr. 75. Total de cette liste 532 fr. 65.

Petite correspondance

Pierre Le Roux, demande si camarade pourrait lui donner des nouvelles d'Emilienne Napoléon. Lui écrire au Lib.

Buteux Raymond. Ton abonnement se termine le 30-5-34. Fremont.

Un camarade vendrait La Grande Révolution, de Pierre Kropotkin. Voir au libertaire.